

COMMUNE DE BAULON
ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Dossier : PC 035016 22 W0017 Déposé le : 02/08/2022 Affiché le : 02/08/2022 <u>Nature des travaux</u> : Construction d'un salon de coiffure <u>Adresse des travaux</u> : Rue Neuve 35580 BAULON	<u>Demandeur</u> : SCI MYLY représentée par Madame GOUIN Elodie 33 Rue de Plessix 35580 GOVEN <u>Demandeur(s) co-titulaire(s)</u> :
Destination – Surface de plancher créée : Commerce et activités de service - Artisanat et commerce de détail : 186,72 m²	

ARRETE
accordant un Permis de construire
au nom de la commune de Baulon

Le maire,

- Vu** la demande de permis de construire sus-visée ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 30 janvier 2020 ;
- Vu** le règlement y afférent et notamment celui de la zone UC ;
- Vu** les pièces complémentaires reçues le 01/09/2022 ;
- Vu** l'avis favorable de l'Agence Départementale du Pays des Vallons-de-Vilaine en date du 23/08/2022 annexé au présent arrêté ;
- Vu** l'avis d'ENEDIS en date du 19/08/2022, annexé au présent arrêté ;
- Vu** l'avis du SDE 35 en date du 03/08/2022, annexé au présent arrêté ;
- Vu** l'avis de la SAUR en date du 08/08/2022, annexé au présent arrêté ;
- Vu** la demande d'autorisation de travaux AT 03501622W0003 déposée dans le cadre du présent permis de construire ;
- Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Vu** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** les décrets n° 2006-555 du 17 mai 2006 et n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** l'avis favorable assorti d'une prescription de la Sous-commission départementale d'accessibilité, en date du 13/09/2022 ;
- Vu** le courrier du Centre d'intervention et de secours de Rennes (catégories 2 à 5) en date du 09/08/2022 informant que le projet est un ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil accueillant moins de 20 personnes et qu'à ce titre aucun avis n'est requis ;
- Vu** l'avis favorable du maire concernant l'autorisation de travaux n° AT 03501622W0003 en date du 23/09/2022, annexé au présent arrêté ;
- Vu** l'article L122-3 du code de la construction et de l'habitation ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

Ce dossier a été instruit sur la base d'une puissance de raccordement électrique de 36 kVA Triphasé.

Les prescriptions de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité devront être strictement respectées.

Article 3 :

Le projet est éventuellement sujet au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

A Baulon

Le 27 SEP. 2022

del Veron
Christophe VERON



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.